

3° nombre total d'élèves pour l'année scolaire 1989-1990 : 73 303;

4° nombre total d'élèves au 1<sup>er</sup> février 1997 : 70.118.

**Art. 2.** En tenant compte de la dénatalité et abstraction faite de la compression des heures pour l'année scolaire 1997-1998 par suite de la réduction des capitaux-périodes minimum, la différence entre le nombre de périodes-professeur organisables pour l'année scolaire 1989-1990 et le nombre de périodes-professeur organisables pour l'année scolaire 1997-1998 est fixée à 15.090 périodes-professeur.

**Art. 3.** Dès lors, ½ des 15 090 périodes-professeur est mise à la disposition de l'enseignement communautaire pour l'année scolaire 1997-1998 en vue de la restructuration de l'offre d'enseignement. Ce nombre s'élève donc à 7 545 périodes-professeur.

Bruxelles, 3 septembre 1997.

L. VAN DEN BOSSCHE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 2398

[C - 97/29361]

**20 MAI 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime I organisées par les établissements d'enseignement de promotion sociale subventionnés par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement, notamment les articles 12, §§ 3 et 4, 32, § 2, alinéa 2 et 24, §§ 3, 4, 5 et 6, telle que modifiée;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 17, 136 et 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime I, tel que modifié par les arrêtés du 3 novembre 1992 et du 26 avril 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études dans l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime I, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime I, notamment l'article 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mai 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mai 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 1997;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° enseignement de promotion sociale de régime I : l'enseignement de promotion sociale de régime 1 tel que défini à l'article 4 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

3° étudiant régulier : l'étudiant qui remplit les conditions fixées à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études dans l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime I ou à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime I;

4° droit d'inscription : le droit d'inscription visé à l'article 12, § 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

**Art. 2.** Dans l'enseignement de promotion sociale de régime I, le montant de la subvention de fonctionnement est fixé, par période de 50 minutes et par étudiant régulier, comme suit :

1° 8 francs pour les cours classés dans les catégories suivantes :

a) cours généraux, à l'exception de ceux réservés à l'encadrement;

b) cours techniques, à l'exception :

— des cours techniques de laboratoire;

— des cours techniques à caractère industriel;

— des cours techniques réservés à l'encadrement;

c) cours spéciaux, à l'exception :

— des cours spéciaux de dactylographie;

— des cours spéciaux réservés à l'encadrement;

d) cours de psychologie, pédagogie et méthodologie.

2° 9 francs pour les cours classés dans les catégories suivantes :

a) cours techniques à caractère industriel;

b) cours techniques et de pratique professionnelle à l'exception de ceux réservés à l'encadrement;

3° 10 francs pour les cours classés dans les catégories suivantes :

a) cours techniques de laboratoire;

b) cours de pratique professionnelle, à l'exception :

— des cours de pratique professionnelle industrielle;

— des cours de pratique professionnelle réservés à l'encadrement;

— des cours de pratique professionnelle-nursing;

— des cours de pratique professionnelle-stages;

c) cours spéciaux de dactylographie.

4° 11 francs pour les cours classés dans les catégories suivantes :

a) cours de pratique professionnelle industrielle;

b) cours de pratique professionnelle-nursing.

**Art. 3.** Pour le calcul du montant des subventions visé à l'article 2, les périodes consacrées à la part d'autonomie visée à l'article 2, § 2, 2° de l'arrêté du 18 novembre 1991 précité, sont intégrées aux différents cours composant l'unité de formation au prorata des périodes consacrées à chacun de ces cours.

**Art. 4.** Les périodes consacrées à l'encadrement des étudiants donnent droit à une subvention de fonctionnement d'un montant forfaitaire de 50 francs par étudiant régulier.

**Art. 5.** Les périodes consacrées à la part supplémentaire visée à l'article 17 du décret, au Conseil des études visé à l'article 31 du décret et aux périodes de stage effectuées par les étudiants ne donnent droit à aucune subvention de fonctionnement.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'année scolaire 1996-1997, les étudiants réguliers comptabilisés au cinquième dixième de la durée de la formation sont pris en compte pour le calcul du montant des subventions de fonctionnement fixé aux articles 2, 3 et 4.

§ 2. A partir de l'année scolaire 1997-1998, le nombre d'étudiants réguliers pris en compte pour le calcul du montant des subventions, est calculé en fonction d'une moyenne reprenant :

1° à raison de cinquante pour cent, le nombre d'étudiants réguliers comptabilisés au premier dixième de la durée de la formation;

2° à raison de cinquante pour cent, le nombre d'étudiants réguliers comptabilisés au cinquième dixième de la durée de la formation.

**Art. 7.** L'octroi des subventions de fonctionnement est subordonné au respect des dispositions prévues à l'article 12, § 5, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'Enseignement.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le montant du droit d'inscription constaté visé à l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement constitue une première avance sur le total des subventions de fonctionnement dues pour l'ensemble des étudiants réguliers de l'enseignement de promotion sociale de régime I et de régime 2 de l'année scolaire concernée.

§ 2. Lorsque le montant du droit d'inscription constaté pour un établissement et pour une année scolaire est supérieur au montant total des subventions de fonctionnement dû pour cette même année et calculé pour l'enseignement de promotion sociale de régime I et de régime II, la différence entre le montant des subventions de fonctionnement et le montant du droit d'inscription constaté est versée au budget des voies et moyens de la Communauté française dans les trente jours calendrier qui suivent la notification de cette différence par l'administration concernée à l'établissement.

Lorsque le montant du droit d'inscription constaté pour un établissement et pour une année scolaire est inférieur au montant total des subventions de fonctionnement dû pour cette même année calculé pour l'enseignement de promotion sociale de régime I et de régime II, la différence entre le montant du droit d'inscription constaté et le montant des subventions de fonctionnement est versée à l'établissement concerné par le budget des voies et moyens de la Communauté française avant le 15 décembre de l'année scolaire suivante.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 1996.

**Art. 10.** Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 mai 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2398

[C — 97/29361]

**20 MEI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de subsidiëeringswijze van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I ingericht door de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie die door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd worden**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inz. op de artikelen 12, §§ 3 en 4, 32, § 2, lid 2, en 24, §§ 3, 4, 5 en 6, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. op de artikelen 17, 136 en 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 26 april 1994;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1997 houdende algemene studieregeling in het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel I, inz. op artikel 6;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel I, inz. op artikel 6;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type, inz. op artikel 6;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 mei 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 mei 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 mei 1997;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° decreet : het decreet d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I : het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I zoals omschreven in artikel 4 van het decreet d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

3° regelmatig student : de student die voldoet aan de vereisten vastgesteld in artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling in het secundair onderwijs, voor sociale promotie van stelsel I of in artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene studieregeling in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel I;

4° inschrijvingsgeld : het inschrijvingsgeld bedoeld in artikel 12, § 3, van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

**Art. 2.** In het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I wordt het bedrag van de werkingstoelage per lestijd van 50 minuten en per regelmatig ingeschreven student vastgelegd zoals volgt :

1° 8 frank voor de cursussen ingedeeld in de volgende categorieën :

a) algemene vakken, met uitzondering van die voorbehouden aan de begeleiding;

b) technische vakken, met uitzondering :

— van technische laboratoriumlessen;

— van technische cursussen van industriële aard;

— van technische cursussen voorbehouden aan de begeleiding;

c) bijzondere cursussen, met uitzondering :

— van bijzondere cursussen voor dactylografie;

— van bijzondere cursussen voorbehouden aan de begeleiding;

d) cursussen van psychologie, opvoedkunde en methodiek;

2° 9 frank voor de cursussen ingedeeld in de volgende categorieën :

a) technische cursussen van industriële aard;

b) technische cursussen en beroepspraktijk met uitzondering van die voorbehouden aan de begeleiding;

3° 10 frank voor de cursussen ingedeeld in de volgende categorieën :

a) technische laboratoriumlessen;

b) beroepspraktijk, met uitzondering :

— van cursussen "industriële beroepspraktijk";

— van cursussen "industriële beroepspraktijk" voorbehouden aan de begeleiding;

— van cursussen beroepspraktijk verpleegkunde;

— van cursussen beroepspraktijk-stages;

c) bijzondere cursussen dactylografie;

4° 11 frank voor de cursussen ingedeeld in de volgende categorieën :

a) cursussen industriële beroepspraktijk;

b) cursussen beroepspraktijk verpleegkunde.

**Art. 3.** Voor de berekening van het bedrag van de in artikel 2 bedoelde toelagen worden de lestijden besteed aan het gedeelte zelfstandigheid bedoeld in artikel 2, § 2, 2° van bovenvermeld besluit, opgenomen in de verschillende cursussen die de opleidingseenheid samenstellen naar rato van de lestijden welke aan elke cursus worden besteed.

**Art. 4.** De aan de begeleiding van de studenten bestede lestijden geven recht op een werkingstoelage van een forfaitair bedrag van 50 frank per regelmatig student.

**Art. 5.** De lestijden besteed aan het bijkomend gedeelte, bedoeld in artikel 17 van het decreet, aan de Studieraad bedoeld in artikel 31 van het decreet en aan de stageperiodes die de studenten moeten volbrengen geven geen recht op een werkingstoelage.

**Art. 6.** § 1. Voor het schooljaar 1996-1997 worden de regelmatige studenten geteld na het vijfde tiende van de opleidingsduur, in aanmerking genomen voor de berekening van het in de artikelen 2, 3 en 4 vastgestelde bedrag van de werkingstoelagen.

§ 2. Vanaf het schooljaar 1997-1998 wordt het aantal regelmatige studenten die in overweging wordt genomen voor de berekening van het bedrag van de toelagen, berekend op grond van een gemiddelde waarin worden opgenomen :

1° naar rato van vijftig t.h. het aantal regelmatige studenten geteld na het eerste tiende van de opleidingsduur;

2° naar rato van vijftig t.h. het aantal regelmatige studenten geteld na het vijfde tiende van de opleidingsduur.

**Art. 7.** Het toekennen van de werkingstoelagen wordt afhankelijk gemaakt van het naleven van de bepalingen vastgesteld in artikel 12, § 5, van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

**Art. 8.** § 1. Het bedrag van het vastgestelde inschrijvingsrecht bedoel in artikel 12, § 3, van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van de onderwijswetgeving vormt een eerste voorschot op het totaal van de werkingstoelagen verschuldigd voor het geheel van de regelmatige studenten van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I en van stelsel II van het betrokken schooljaar.

§ 2. Wanneer het voor een inrichting en voor een schooljaar vastgestelde bedrag van het inschrijvingsgeld hoger ligt dan het totaal bedrag van de werkingstoelagen verschuldigd voor datzelfde jaar en berekend voor het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I en van stelsel II, wordt het verschil tussen het bedrag van de werkingstoelagen en het bedrag van het vastgestelde inschrijvingsgeld gestort op de Middelenbegroting van de Franse Gemeenschap binnen de dertig kalenderdagen die volgen op de betekening van dit verschil door het betrokken bestuur aan de inrichting.

Wanneer het voor een inrichting en voor een schooljaar vastgestelde bedrag van het inschrijvingsjaar lager ligt dan het totaal bedrag van de werkingstoelagen verschuldigd voor dat zelfde jaar en berekend voor het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I en van stelsel II, wordt het verschil tussen het bedrag van het vastgestelde inschrijvingsgeld en het bedrag van de werkingstoelagen gestort aan de betrokken inrichting door de Middelenbegroting van de Franse Gemeenschap vóór 15 december van het eerstvolgende schooljaar.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 1996.

**Art. 10.** De Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 20 mei 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 2399

[C - 97/27538]

**11 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon confiant au Centre régional d'Aide aux Communes une mission déléguée particulière relative au financement et à la gestion financière d'investissements communaux d'intérêt supra-local destinés aux services de sécurité**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, tel que modifié par le décret du 26 juin 1997, notamment l'article 2 et l'article 5, § 2, e);

Vu l'urgence motivée par la nécessité de permettre aux communes, dans le cadre de l'élaboration de leurs budgets, de pouvoir disposer de tous les instruments financiers mis à leur disposition;

Considérant la convention du 30 juillet 1992 conclue en application de l'article 2 du décret du 23 mars 1995 modifié par le décret du 26 juin 1997 relative à la gestion du compte régional pour l'assainissement des communes et des provinces telle que modifiée, notamment son article 9;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Centre régional d'aide aux communes est chargé, dans le cadre du compte CRAC, du financement et de la gestion financière d'investissements communaux d'intérêt supra-local destinés aux services de sécurité.

Les investissements pris en compte sont ceux ayant fait l'objet de l'approbation du programme annuel par le Gouvernement wallon.